

**RENFORCER LA RÉSILIENCE
DÉMOCRATIQUE FACE À
L'INFLUENCE DU KREMLIN
EN AFRIQUE**



LE NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE

À PROPOS DU NDI

Le National Democratic Institute (NDI) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et non partisane qui répond aux aspirations des peuples du monde entier à pouvoir vivre dans des sociétés démocratiques qui respectent et valorisent les droits de l'homme les plus fondamentaux.

Depuis sa création en 1983, le NDI et ses partenaires locaux ont œuvré pour soutenir et renforcer les institutions et des pratiques démocratiques en consolidant les partis politiques, les organisations civiques et les parlements, en garantissant les élections et en promouvant la participation citoyenne, l'ouverture et la redevabilité des gouvernements.

Avec des membres du personnel et des praticiens politiques bénévoles originaires de plus de 100 pays, le NDI rassemble des individus et des groupes pour partager des idées, des connaissances, des expériences et de l'expertise. Les partenaires sont largement exposés aux meilleures pratiques en matière de développement démocratique international, qu'ils peuvent adapter aux besoins de leur propre pays. L'approche multinationale du NDI renforce le fait qu'il n'existe pas de modèle démocratique unique, mais que toutes les démocraties partagent certains principes fondamentaux.

Les activités de l'Institut défendent les principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il favorise également le développement de canaux de communication institutionnalisés entre les citoyens, les institutions politiques et les élus, et renforce leur capacité à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. Pour plus d'informations sur le NDI, veuillez consulter le site www.ndi.org.

REMERCIEMENTS

Le contenu de ce rapport est le résultat d'un exercice participatif et ne reflète pas nécessairement les opinions des personnes mentionnées dans ces remerciements. Le document s'appuie sur une série de documents de discussion rédigés par des experts du Canada, du Ghana, de la Géorgie, du Nigeria, du Soudan et de l'Afrique du Sud, notamment : Nino Dolidze, Directeur exécutif, International Society for Fair Elections and Democracy [Société internationale pour des élections équitables et la démocratie] ; Ovigwe Eguegu, Analyste en politique de sécurité internationale ; Jamie Hitchen, Chercheur indépendant ; Haytham Karar, Chercheur indépendant ; Chris Kwaja, Expert en gouvernance, paix et sécurité ; Jerry Sam, Directeur exécutif, Penplusbytes ; et Khadija Sharife, LLM. Il reflète également les délibérations d'un atelier en ligne qui a rassemblé 35 représentants de la société civile de divers pays africains et des membres de la communauté internationale de soutien à la démocratie. Lauren Van Metre, Melissa Newcomb et Sef Ashiagbor, de l'Institut, ont dirigé cette initiative, avec la contribution importante de la consultante externe Sarah Beckerman. Ce rapport n'aurait pas été possible sans les participants à l'atelier et les personnes qui ont donné leur avis sur les premières versions de ce document.

I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Contexte

Au mois de février 2024, s'appuyant sur un rapport sur L'influence de la Russie en Afrique : Scénarios permettant de définir une plus grande résilience démocratique, le National Democratic Institute (NDI) a réuni des représentants de la société civile africaine et de la communauté internationale de soutien à la démocratie pour examiner une série de documents de discussion rédigés par des experts en la matière et échanger des points de vue sur les moyens de renforcer la résilience démocratique face aux influences du Kremlin qui sapent la démocratie sur le continent dans trois domaines clés :

- Des opérations d'influence informationnelle ;
- Insécurité et sociétés militaires ; et
- Flux financiers illicites et opaques

Ce rapport dresse les grandes lignes des résultats de ces délibérations, une première étape dans l'engagement de la société civile africaine quant aux moyens de consolider la résilience démocratique à travers le continent.

Au cours de l'exercice, les experts ont constaté que les groupes de la société civile africaine étaient de plus en plus conscients de l'exploitation et des violations des droits de l'homme par la Russie, de son soutien à des régimes prédateurs impopulaires et de son rôle dans la multiplication des coups d'État militaires. Ils ont également souligné les relations de longue date de la Russie avec les élites de plusieurs pays africains et la manière dont ces liens historiques permettent aux influences actuelles du Kremlin d'éroder la démocratie. Près de la moitié des pays africains ont connu des opérations d'influence par l'information soutenues par le Kremlin, qui exploitent les griefs existants pour fausser les faits, semer la confusion, modifier les règles du jeu politique, éroder le soutien aux normes démocratiques et accroître le soutien à la Russie ou minimiser les critiques à son égard. Agissant en tant que mandataires de l'État russe, des sociétés militaires et de sécurité dites "privées" offrent des services de sécurité aux régimes de pays tels que la République centrafricaine (RCA), le Mali et le Niger, souvent au prix d'une augmentation marquée des violations des droits de l'homme et selon des modalités qui ne s'attaquent pas aux causes sous-jacentes des conflits - les États prédateurs et la marginalisation qui en découle. Ces entreprises, qui font partie d'un réseau plus large de banques et d'investisseurs liés au Kremlin, s'engagent également dans des flux financiers et de ressources illicites qui aggravent la corruption, contribuent à des pertes substantielles de revenus nationaux et aident à maintenir au pouvoir des élites compromises.

Résultats de l'atelier et recommandations

Le Gouvernement russe a déclaré que l'Afrique faisait partie intégrante de sa politique étrangère, et les tendances actuelles indiquent un engagement accru de la Russie pour compenser les sanctions et renforcer son profil mondial. En effet, le Kremlin gagne en influence en exploitant les lacunes en matière de gouvernance - notamment la corruption et l'insécurité - dans divers pays du continent, tout en collaborant avec les élites nationales en vue d'un gain mutuel. Compte tenu de la nature exploitative de ces influences, qui exacerbent les problèmes intérieurs existants, l'évaluation des avantages d'un engagement avec la Russie devient de plus en plus mitigée. Si la

consolidation des aspects et des institutions clés de la démocratie pouvait apporter des avantages beaucoup plus larges au continent, elle favoriserait également une meilleure résilience de l'Afrique face aux influences étrangères qui sapent les normes, les idéaux et les résultats démocratiques escomptés par les Africains¹ et qui sont inscrits dans plusieurs protocoles et conventions nationaux, sous-régionaux et continentaux.²

La majorité des recommandations issues de l'atelier requièrent des actions de la part d'une combinaison d'acteurs comprenant la société civile, les institutions de recherche, les fonctionnaires et les organisations régionales en Afrique, ainsi que la communauté internationale de soutien à la démocratie. Elles comprennent quatre domaines d'action transversaux ainsi que des recommandations visant à renforcer la résilience dans chacun des trois domaines examinés lors de l'atelier.²

Recommandations transversales

- Réévaluer les partenariats internationaux pour faire face à la méfiance et aux contradictions, renforcer l'action des acteurs continentaux et améliorer les considérations relatives au devoir de diligence.
- Élargir les activités de recherche et de sensibilisation menées par les Africains, tant au niveau national qu'à l'échelle du continent.
- Adapter les stratégies en fonction de la nature et de l'étendue de l'influence du Kremlin dans les différents pays et en fonction des risques et des opportunités dans les différents contextes d'opération.
- Renforcer les capacités des instances régionales à défendre les normes démocratiques, à faire respecter les conventions existantes et à promouvoir des approches relatives aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités.
- Accroître la transparence et l'accès à l'information pour lutter contre l'opacité qui permet à la corruption, aux influences autoritaires étrangères et à d'autres pratiques érosives de prospérer et de saper la confiance dans les institutions publiques.

La résilience face aux opérations d'influence informationnelle

- Investir dans la recherche afin de renforcer la base factuelle des approches efficaces de lutte contre les opérations d'influence informationnelle dans les pays africains.
- Améliorer l'éducation civique et numérique des dirigeants, des personnes d'influence et du grand public, en intégrant ces compétences dans les systèmes éducatifs.
- Mettre en évidence les effets négatifs tangibles de la manipulation de l'information sur le quotidien des populations afin de sensibiliser le public aux risques liés à la participation à des opérations d'influence informationnelle et de leur faire prendre conscience de l'urgence de la situation.

¹ Afrobarometer Network, "Africans Want More Democracy, but their Leaders aren't Listening," January 2023, <https://www.afrobarometer.org/publication/pp85-africans-want-more-democracy-but-their-leaders-still-arent-listenin> g/.

² On citera à titre d'exemple la [Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance](#), la [Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption](#), le [Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance](#) et le [Protocole de la SADC contre la corruption](#) et [les principes et les lignes directrices régissant les élections démocratiques](#).

- Élargir les campagnes de sensibilisation du public à la validation des informations et promouvoir l'éducation civique en vue de favoriser la résilience à long terme plutôt que de se limiter à répondre à des campagnes d'influence particulières à court terme.
- Rationaliser et relier les plates-formes de vérification des faits créées dans différents pays par le biais de réseaux nationaux et régionaux afin de renforcer l'impact des efforts existants.
- Mettre davantage l'accent sur la mise au point d'outils de vérification indépendante menée par les citoyens.
- Doter les journalistes de compétences d'investigation afin de démasquer les opérations secrètes et l'influence étrangère, en soutenant des modèles de médias innovants et éthiques.
- Promouvoir les pratiques journalistiques éthiques et la formation professionnelle, en mettant en avant l'importance des plates-formes médiatiques transparentes et fonctionnant sur la base d'un abonnement.
- Aider les acteurs civiques et les groupes de réflexion pour élaborer des narratifs qui remettent en question les thèmes clés des opérations d'influence informationnelle et qui affirment les valeurs démocratiques d'une manière qui trouve un écho favorable dans différents contextes et auprès de différentes populations.
- Plaider en faveur d'une modération responsable des contenus des médias sociaux, en exigeant la transparence des opérations sur les plates-formes.
- Dénoncer les réglementations restrictives et promouvoir plutôt des approches de sensibilisation non restrictives, par exemple en renforçant les partenariats visant à sensibiliser le public et à utiliser les mécanismes de dénonciation des contenus, tout en encourageant le partage d'informations entre les gouvernements et les institutions de manière à lutter contre la désinformation.

Résilience face à l'insécurité et aux sociétés militaires

- Prôner une plus grande transparence dans les partenariats de sécurité, en particulier avec les entités militaires étrangères, afin de sauvegarder la souveraineté des États et de faire respecter les normes démocratiques.
- Apporter un soutien aux groupes de réflexion et aux institutions de recherche locales pour des études approfondies sur l'influence et les conséquences des mercenaires et des sociétés militaires et de sécurité « privées », en vue de définir des réponses politiques efficaces.
- Collaborer avec le Comité de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) en vue de créer et de mettre en œuvre des protocoles stricts contre l'utilisation de mercenaires et des sociétés militaires privées par les États membres, en veillant à un alignement à la fois sur les conventions historiques et sur les besoins de politiques contemporaines.
- Collaborer avec l'UA et les communautés économiques régionales (CER) en vue de renforcer les mécanismes de détection précoce et de réaction aux changements anticonstitutionnels dans la gouvernance.
- Défendre et faire respecter la limitation des mandats afin d'éviter les dysfonctionnements de la gouvernance et l'érosion de la résilience démocratique.
- Inciter les organisations régionales telles que l'UA et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à soutenir des processus électoraux équitables et

transparents, ainsi que des efforts de résolution des conflits qui se veulent inclusifs et respectueux des revendications locales.

La résilience face aux financements illicites et opaques

- Réexaminer et amender les cadres réglementaires de manière à couvrir les actifs nouveaux et existants, y compris les crypto-monnaies et l'immobilier, et rendre obligatoire la publication des données dans les secteurs à forte valeur ajoutée.
- Mettre en place des mesures visant à renforcer l'intégrité judiciaire, la transparence de la propriété effective et l'intégrité des procédures de passation des marchés publics.
- Élargir le soutien et la formation en vue d'aider les journalistes d'investigation à démasquer et à dénoncer les effets néfastes de l'extraction illicite de ressources et des violations des droits de l'homme commises par des entités étrangères.
- Renforcer l'application de la publication des données des financements politiques et mettre en place des mécanismes d'annulation des dettes odieuses, afin d'empêcher l'exploitation financière par des régimes autoritaires.
- Rechercher les moyens de normaliser les sanctions et de mettre en œuvre des pénalités pour non-coopération, y compris des amendes, afin de sanctionner uniformément les violations des normes financières et politiques.
- Promouvoir la mise en œuvre d'une norme mondiale d'échange automatique d'informations financières et exiger l'enregistrement de la propriété effective en vue d'améliorer la transparence de la propriété des actifs.
- Plaider en faveur de définitions juridiques unifiées et de normes internationales d'informations financières afin de garantir une application cohérente à travers les frontières et empêcher le transfert des bénéficiaires et l'évasion fiscale.
- Collaborer avec des partenaires et des organisations internationales en vue de lutter contre les financements illicites, recouvrer les avoirs volés et soutenir les réformes en matière de gouvernance.
- Soutenir l'interdiction des services financiers occultes et imposer des sanctions en cas d'achats de compétences, afin de mettre fin aux échappatoires utilisées pour les évasions fiscales et le blanchiment d'argent.
- Examiner des approches concrètes de partenariats internationaux pour plaider en faveur de sanctions, de saisies d'avoirs et d'autres actions dans les pays tiers, en particulier lorsque les restrictions limitent les options nationales et en tenant compte également de la nature transnationale des mouvements de ressources illicites.

Conclusion

En dépit d'une sensibilisation croissante de la société civile africaine aux façons dont les influences du Kremlin minent la démocratie sur le continent, une base de connaissances éprouvées sur les réponses et les meilleures pratiques est encore en train d'émerger. Néanmoins, les documents de travail et les délibérations de l'atelier ont constitué une première étape importante dans l'identification de stratégies potentielles pour une plus grande résilience démocratique. Les initiatives futures devraient envisager d'examiner les leçons tirées d'autres régions et leur pertinence potentielle pour les pays africains et les échecs du Kremlin dans des pays tels que la Libye, la Moldavie et le Mozambique. Elles devraient également explorer le

développement de plans plus ciblés pour renforcer la résilience démocratique face aux influences du Kremlin.

II. INFLUENCE DU KREMLIN ET DÉMOCRATIE EN AFRIQUE

En mars 2023, sur la base d'un exercice participatif d'élaboration de scénarios, le NDI a publié un rapport décrivant comment l'influence du Kremlin menace la démocratie en Afrique et comment ces risques pourraient évoluer entre 2023 et 2025 en raison de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Pour développer ce rapport, le NDI a ensuite commandé des documents de discussion à des experts en la matière basés en Afrique ou ayant une expérience significative dans le travail sur des questions connexes sur le continent. Lors d'un atelier organisé en février 2024, des représentants de la société civile africaine et de la communauté internationale de soutien à la démocratie ont passé en revue les points clés des différents documents de discussion et ont échangé leurs points de vue sur les moyens de renforcer la résilience démocratique face aux influences du Kremlin qui sapent la démocratie sur le continent. En outre, un expert a fait part de ses précieuses connaissances et de son expérience comparative en matière de résistance aux influences du Kremlin en République de Géorgie. La discussion et les recommandations qui en ont découlé se sont concentrées sur trois grands domaines interdépendants dans lesquels les influences du Kremlin menacent la démocratie en Afrique :

- Des opérations d'influence informationnelle ;
- Insécurité et sociétés militaires ; et
- Flux financiers illicites et opaques.

Ce rapport présente les principaux thèmes et résultats des documents de discussion et de l'atelier. Il ne s'agit pas d'un examen exhaustif de l'influence du Kremlin en Afrique. Le reste de cette section donne un bref aperçu des opérations du Kremlin en Afrique et de la manière dont elles menacent la démocratie. La section III résume les résultats et les recommandations de l'atelier de février 2024. En outre, les participants à l'exercice ont identifié un certain nombre de questions méritant un examen plus approfondi, qui sont incluses dans la conclusion.

Depuis l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie en février 2022, sa présence en Afrique a été dépeinte de manière contradictoire : tantôt comme un retour plutôt qu'une résurgence, tantôt comme une exploitation et une transaction de haut niveau qu'une chorégraphie et une exécution stratégiques. Les experts africains commis par le NDI pour cet atelier ont mis l'accent sur les relations de longue date de la Russie sur le continent et sur leur nature multiforme, au-delà de la fixation actuelle sur le groupe Wagner et sa conversion en cours en un véritable corps d'armée [russe] en Afrique. Les analystes minimisent ou écartent également la position historique de non alignement du Continent dans les rivalités Est-Ouest, ses exigences croissantes et de longue date pour une représentation marquée dans les institutions multilatérales et son espoir de garantir le maximum de dividendes pour ses populations en faisant des affaires avec toutes les parties. Ce qui en découle parfois est une simplification excessive des relations de la Russie avec les différents pays africains.

L'attrait du « soft power » russe et les liens historiques entretenus avec le continent sont des éléments centraux d'une approche stratégique qui a des implications cruciales pour la démocratie sur le continent. L'opposition historique de la Russie aux États-Unis, à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et à l'Union européenne et son soutien aux mouvements de libération africains dans les années 1960, la placent en position de championne des mouvements anticoloniaux, anti-américains et anti-européens occidentaux sur le continent. Les réseaux financiers et

d'armement de longue date que Moscou entretient en Afrique, depuis l'époque de l'Union soviétique, constituent la base d'alliances qui contribuent à défendre les intérêts politiques du Kremlin et ceux de ses alliés au sein des institutions nationales, régionales et multilatérales. Cela permet également de renforcer les réseaux internationaux qui atténuent l'impact des sanctions à l'encontre de Moscou. Dans le contexte de ces puissantes alliances entre le Kremlin et certaines élites africaines, d'importants mouvements de capitaux, mêlés au secret juridique et financier ont achevé de conférer des privilèges économiques à une poignée d'individus, privatiser des ressources nationales et contracter des dettes opaques qui, par la suite deviennent des fardeaux publics.

Opérations de l'influence informationnelle

Le Kremlin est l'un des principaux pourvoyeurs d'informations pour les opérations d'influence en Afrique, soutenant les efforts des groupes mercenaires et des réseaux d'influenceurs nationaux de premier plan, tout en amplifiant les messages par le biais des médias soutenus par l'État russe. Ces campagnes ciblent près de la moitié des pays africains et représentent environ 40 % de toutes les opérations connues sur le continent. Elles contribuent à saper la démocratie en perturbant les élections, en gonflant le soutien à l'extra-constitutionnalisme et à certains partis et candidats, et en faussant les faits. Ces efforts sophistiqués font partie d'une stratégie calculée visant à accroître l'influence du Kremlin, à semer la confusion et à approfondir les divisions sociétales en exploitant les griefs sociopolitiques et économiques existants, y compris les déficits de confiance entre : les citoyens et leurs gouvernements ; les pays africains d'une part et les États-Unis et l'Europe d'autre part ; et divers gouvernements africains dont les engagements en faveur de la démocratie sont divergents.

Malgré des différences entre les régions, les manœuvres d'influence informationnelle du Kremlin dans différentes régions du monde présentent certains éléments communs qui pourraient appeler à éveiller les consciences sur ces opérations, leur impact et les stratégies de résilience. La Géorgie, en occurrence, est confrontée à d'importantes opérations d'influence de la part de la Russie, qui occupe 20 % du territoire de ce pays. Les opérations d'influence informationnelle soutenues par le Kremlin et visant un pays s'appuient sur une série de thématiques historiques, religieuses, culturelles, économiques et anti-occidentales et sur des appels aux valeurs « traditionnelles » pour éroder le soutien populaire à l'intégration de la Géorgie à l'UE et à l'OTAN et pour présenter la Russie comme le principal partenaire du pays. De même, ces opérations dans les pays africains sont le reflet d'une bonne appréhension des contextes locaux, des griefs et des motivations. S'il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre ces manœuvres, la société civile géorgienne et les défenseurs de la démocratie ont réussi à renforcer la résilience en œuvrant ensemble à la recherche et à la dénonciation de ces manœuvres, en engageant les entreprises technologiques à accroître la transparence autour des contenus sponsorisés et en renforçant la vérification des faits et la réfutation.

Insécurité et sociétés militaires

Moscou fait appel à des sociétés militaires et des sociétés de sécurité « privées », peu coûteuses et visibles, qui déploient en fait une série de tactiques de guerre hybride : opérations d'influence informationnelle, services de sécurité et financements et ressources illicites. Ces manœuvres

participent de la déstabilisation des pays et de l'érosion de leur résilience démocratique. En plus de soutenir les campagnes d'influence informationnelle et de fournir des conseils politiques aux régimes [des États] du Sahel et de la République centrafricaine, les mercenaires du Kremlin apportent une assistance sécuritaire aux gouvernements assiégés, confrontés à des insurrections mais mécontents de l'aide des États-Unis, de la France et des Nations unies. Suite à la disparition de Yevgeny Prigozhin et d'autres membres importants de la direction de Wagner, Wagner et d'autres groupes similaires sont de plus en plus sous le contrôle du Kremlin. Par exemple, Wagner a été rebaptisé « Africa Corps » et placé sous le contrôle du ministère russe de la défense.³ Compte tenu des déclarations antérieures selon lesquelles Wagner était une entreprise entièrement privée, ces changements rendent plus difficile la distanciation du Kremlin de ces groupes et de leur impact dans les pays où ils opèrent. Une plus grande reconnaissance de ces groupes en tant qu'acteurs étatiques pourrait ouvrir de nouvelles options pour les obliger à rendre des comptes.

Dans le cadre d'accords opaques avec leurs clients, les groupes de sécurité soutenus par le Kremlin ont multiplié les violations des droits de l'homme et les décès de civils tout en terrorisant les populations.⁴ Si ces partenariats - qui semblent violer la Convention de l'Union africaine sur l'élimination du mercenariat en Afrique peuvent offrir des gains sécuritaires à court terme, ils comportent de toute de même des risques importants d'intégrité démocratique en ce sens qu'ils renforcent éventuellement les régimes autoritaires et éludent la nécessité de normes démocratiques et de droits de l'homme dans le cadre des collaborations en matière de sécurité. Il est également peu probable que ces interventions contribuent à remédier aux échecs de gouvernance sous-jacents à l'origine des conflits ; au contraire, elles risquent plutôt de les exacerber. Les échecs du Groupe Wagner en Libye et au Mozambique soulignent les limites de cette approche.

Flux financiers illicites et opaques

En capitalisant sur les liens historiques tissés avec les mouvements de libération, les réseaux financiers et d'armement et les élites politiques à l'époque de l'Union soviétique, le Kremlin a trouvé des partenaires stables dans les régimes autoritaires. En particulier dans les pays en conflit, les investissements douteux et les activités opaques dans le secteur minier servent de monnaie d'échange et de moyen d'échapper aux sanctions et d'accumuler des richesses. En République centrafricaine, par exemple, les groupes de mercenaires et leurs alliés ont non seulement récupéré leurs coûts grâce à l'accès aux minerais précieux, mais ils ont également étendu leurs opérations illicites aux secteurs de l'or, du café, du whisky, du sucre et du bois. Si la couverture de ces activités s'est principalement concentrée sur l'impact en RCA, les chercheurs n'ont pas accordé autant d'attention aux effets d'entraînement dans les pays voisins. Par exemple, l'accès au port de Douala, au Cameroun, permet à Wagner et à ses alliés dans le pays d'importer

³ Institute for Security Studies, "Russia's Africa Corps – More than Old Wine in a New Bottle," March 7, 2023, <https://issafrica.org/iss-today/russias-africa-corps-more-than-old-wine-in-a-new-bottle>.

⁴ Voir par exemple The Sentry, "Architects of Terror : The Wagner Group's Blueprint for State Capture in the Central African Republic", juin 2023, <https://thesentry.org/wp-content/uploads/2023/06/ArchitectsTerror-TheSentry-June2023.pdf>; Human Rights Watch, « Mali : Army, Wagner Group Atrocities Against Civilians , » [Atrocités commises par l'armée et le groupe Wagner contre des civils], 28 mars 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/03/28/mali-army-wagner-group-atrocities-against-civilians>.

des machines lourdes, notamment des grues et des excavateurs, tout en exportant des diamants, de l'or et du bois, et en prévoyant d'explorer le potentiel d'exportation du café.⁵ En conséquence, leurs opérations en RCA ne représentent qu'une partie d'un ensemble plus large de réseaux et d'opérations qui s'étendent à au moins un pays voisin.

Parallèlement, le Soudan, pays clé pour la Russie, sert de plaque tournante transcontinentale pour le trafic d'or du Kremlin, facilitant les transferts d'or vers les Émirats arabes unis. L'implication d'entités soutenues par le Kremlin dans le secteur aurifère soudanais, notamment par le biais de concessions minières controversées, de l'exploitation d'usines de traitement de l'or et d'opérations de contrebande, met en évidence un comportement prédateur similaire. Cette exploitation est facilitée par un réseau de transactions clandestines et de collaborations avec les dirigeants militaires, ce qui garantit qu'une part importante de l'or produit au Soudan sort du pays en contrebande vers la Russie, en contournant les registres officiels du gouvernement et en contribuant à une perte substantielle du revenu national, en sapant les institutions financières soudanaises et en aggravant la corruption.⁶

Il existe également des exemples récents et historiques de l'implication de la Russie dans des dettes publiques opaques, défavorables et illicites et dans des investissements financiers avec des "partis politiques de libération" à travers l'Afrique. Les canaux de financement des mouvements de libération africains de l'ère soviétique, dont beaucoup sont encore au pouvoir aujourd'hui, sont utilisés par l'oligarchie russe pour délocaliser leurs capitaux et soutenir leurs banques privatisées. Ces mécanismes de prêt opaques financent les plans de développement des gouvernements au moyen de prêts fictifs qui servent à financer les pots-de-vin officiels, de la même manière que les armes et les arrangements financiers fonctionnaient à l'époque soviétique.

⁵ Mathieu Olivier, « Comment Wagner se finance : enquête sur l'eldorado d'Evgueni Prigojine en Centrafrique et au Cameroun, » *Jeune Afrique*, 12 janvier 2024, <https://www.jeuneafrique.com/1406255/politique/comment-wagner-se-finance-enquete-sur-leldorado-devgueni-prigojine-en-centrafrique-et-au-cameroun/>.

⁶ Nima Elbagir, Barbara Arvanitidis, Tamara Qiblawi, Gianluca Mezzofiore, Mohammed Abo Al Gheit and Darya Tarasov, "Russia is Plundering Gold in Sudan to Boost Putin's War Effort in Ukraine," *CNN*, July 29, 2022, <https://edition.cnn.com/2022/07/29/africa/sudan-russia-gold-investigation-cmd-intl/index.html>.

III. RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER

Alors qu'il existe un consensus sur le fait que l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie aura des implications considérables pour les opérations du Kremlin en Afrique, il y a peu d'accord sur ce que seront ces impacts en termes d'objectifs de politique étrangère de Moscou, et pour l'Afrique elle-même. La Russie a déclaré que l'Afrique fait partie intégrante de sa politique étrangère et les tendances actuelles indiquent un engagement accru de la Russie pour compenser les sanctions et son accès de plus en plus limité aux pays anciennement soviétiques qui se méfient maintenant des intérêts expansifs de la Russie dans la région de l'Eurasie. Toutefois, un certain nombre de facteurs sont encore en jeu. Les experts ont constaté que les groupes de la société civile africaine étaient de plus en plus conscients de l'exploitation et des violations des droits de l'homme par la Russie, de son soutien à des régimes prédateurs impopulaires et de son rôle dans la multiplication des coups d'État militaires. L'évaluation des avantages d'un engagement avec la Russie est de plus en plus mitigée. Par exemple, les activités du Kremlin au Sahel ont accru les souffrances des citoyens sans pour autant s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, telles que la mauvaise gouvernance et la prolifération des groupes armés.

Les experts de l'atelier ont noté que le Kremlin gagne en influence grâce aux lacunes de la gouvernance, à la faiblesse de la démocratie et à la grande corruption (de l'État). Dans tous les domaines examinés lors de l'atelier, il est clair que s'attaquer aux racines du problème du Kremlin pour la démocratie et les citoyens africains relève donc d'une stratégie visant à accroître la résilience démocratique, qui devrait être prioritaire à mesure que les opérations d'expansion du Kremlin sont de plus en plus exposées, que leur nature extractive est de mieux en mieux comprise et que la société civile africaine se mobilise face à la menace. Il est également évident que les trois domaines d'influence du Kremlin sur lesquels cet exercice s'est concentré sont des vecteurs d'atteinte à la démocratie qui se renforcent mutuellement et qui sont rarement déployés indépendamment les uns des autres. Par conséquent, bien que les recommandations issues de l'atelier soient regroupées en fonction des trois thèmes, elles doivent être considérées comme des mesures complémentaires qui apporteraient des avantages globaux à la démocratie en Afrique tout en renforçant la résistance aux influences du Kremlin qui exploitent et exacerbent les vulnérabilités existantes.

Le reste de cette section commence par des recommandations transversales et se poursuit par des recommandations dans chacun des trois domaines examinés dans les documents de travail et lors de l'atelier. La majorité des recommandations nécessitent des actions de la part d'une combinaison d'acteurs, y compris la société civile, les institutions de recherche, les fonctionnaires et les organisations régionales en Afrique, ainsi que la communauté internationale de soutien à la démocratie. Par conséquent, elles ne sont pas ventilées par acteur.

Recommandations transversales

Réévaluer les partenariats internationaux afin de remédier à la méfiance et aux contradictions, renforcer l'action des acteurs continentaux et améliorer les considérations relatives au devoir de diligence. Le Kremlin exploite la méfiance généralisée des africains à l'égard des États-Unis et de l'Europe, ce qui permet à Moscou de se positionner comme l'alternative anticoloniale et anti-hégémonique à l'Occident. La poursuite de la guerre contre le

terrorisme selon des modalités qui ont conduit à des violations des droits de l'homme, à la désignation de boucs émissaires parmi les groupes ethniques marginalisés et à des partenariats avec des régimes autoritaires en Afrique a sapé la confiance dans le fait que l'Occident est un défenseur inébranlable de la démocratie, la forme de régime politique préférée des citoyens africains. L'échec de l'opération Barkhane au Sahel, qui n'a pas permis d'assurer la sécurité, de renforcer le gouvernement démocratique malien et de faire avancer le processus de paix, a ébranlé la confiance des élites et des citoyens dans l'Occident en tant que partenaire fiable en matière de sécurité et de gouvernance, alors que les conflits s'étendent sur le continent et que les gouvernements cherchent d'autres voies pour obtenir de l'aide.

Étant donné que le Kremlin a trouvé des alliés volontaires parmi les élites de certains pays africains, la société civile et les autres défenseurs de la démocratie ont un rôle naturel à jouer pour faire pression en faveur d'une transparence et de réformes accrues et pour contrebalancer les structures de pouvoir bien établies qui érodent la démocratie et agissent de connivence avec le Kremlin. Le renforcement de la société civile par la mise en réseau, la formation et le soutien financier est essentiel pour permettre un plaidoyer solide contre la manipulation de l'information, une surveillance diligente des flux financiers illicites et la promotion de réformes démocratiques vitales. Toutefois, les élites démocratiques et les institutions régionales ont également un rôle important à jouer pour faire avancer les réformes et faire respecter les normes démocratiques. Les défenseurs africains de la démocratie et leurs pays ne veulent pas être les pions de batailles géopolitiques plus larges entre les États-Unis et l'Europe occidentale, d'une part, et le Kremlin, d'autre part. Les efforts visant à soutenir la résilience de la démocratie doivent se concentrer sur les avantages globaux de la démocratie et sur les aspects particuliers de l'engagement du Kremlin avec les pays africains qui sapent la démocratie. En outre, dans certains contextes, la connaissance du soutien des donateurs étrangers peut nuire à la perception de la légitimité des groupes bénéficiaires ou les exposer à des risques supplémentaires. Les actions visant à limiter l'influence autoritaire étrangère peuvent également susciter des réactions négatives de la part d'acteurs affiliés au Kremlin. Les principes du devoir de diligence exigent des partenaires internationaux qu'ils évaluent les facteurs de risque dans chaque contexte et qu'ils mettent en œuvre des mesures correctives. Pour soutenir les efforts des défenseurs africains de la démocratie visant à contrer les opérations d'influence du Kremlin, il faudra être conscient du coût des politiques occidentales pour la démocratie africaine et réinitier des relations, telle que celle promise en partie par la *stratégie américaine pour l'Afrique sub-saharienne*.⁷

Promouvoir la recherche menée par les Africains et sensibiliser les pays, tout en développant une plus grande compréhension des répercussions plus larges de l'influence du Kremlin et de leurs impacts transcontinentaux. Il est essentiel de favoriser le développement d'unités de recherche spécialisées au sein des institutions universitaires et politiques, en se concentrant sur l'analyse détaillée et l'exposition des efforts de manipulation de l'information par des groupes tels que Wagner (aujourd'hui Africa Corps), et des flux financiers et de ressources illicites transcontinentaux facilités par les entités financières et industrielles de l'oligarchie russe, afin de générer des stratégies adaptées aux contextes africains. Si l'étendue et la portée des influences du Kremlin varient d'un pays à l'autre, le fait de se concentrer principalement sur les pays en tant qu'unité d'analyse risque de négliger les liens entre les influences d'un pays à l'autre. En outre,

⁷ The White House, "U.S. Strategy Towards Sub-Saharan Africa," August 2022, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/08/U.S.-Strategy-Toward-Sub-Saharan-Africa-FINAL.pdf>.

étant donné que la Russie joue sur le transcontinent pour adapter ses opérations, les efforts de résilience démocratique ont plus de chances d'aboutir s'ils reconnaissent que les activités dans des pays spécifiques font partie d'une stratégie plus large impliquant des influences dans d'autres pays d'Afrique. Outre les considérations transcontinentales, la communauté de la lutte contre la corruption et la kleptocratie met de plus en plus l'accent sur les stratégies visant à s'attaquer au rôle que jouent divers facilitateurs dans les pays d'Amérique, des Caraïbes et d'Europe en aidant leurs clients à dissimuler des gains illicites dans des paradis fiscaux, des juridictions secrètes et des centres financiers extraterritoriaux.

Adapter les stratégies en fonction de la nature et de l'étendue de l'influence du Kremlin dans les différents pays, ainsi que des risques et des opportunités dans les différents contextes opérationnels. Alors que l'engagement du Kremlin est le plus intensif et le plus étendu au Sahel, en RCA et au Soudan, couvrant de multiples domaines qui affectent la démocratie, dans des pays comme le Madagascar, par exemple, il s'est principalement limité à l'ingérence électorale et politique et aux opérations d'influence de l'information. Ces différences créent à la fois des défis et des opportunités pour renforcer la résilience démocratique. Les pays où l'influence du Kremlin est la plus importante sont également ceux où l'espace politique est le plus restreint, où les conflits sont les plus nombreux et où les possibilités de renforcer la résilience démocratique sont les plus difficiles. Dans les pays où cette influence est moins importante, le sentiment d'urgence de la part des militants démocratiques et de la communauté internationale peut être moindre. Pourtant, ces pays jouent un rôle important en montrant l'engagement et le soutien de l'Afrique à la démocratie - un ensemble de principes que le Kremlin et d'autres régimes autoritaires décrivent comme des idéaux occidentaux. Ces pays pourraient également jouer un rôle important en soutenant les démocrates en difficulté dans les pays fermés et en faisant entendre leur voix sans compromettre la sécurité. Par exemple, dans les pays où l'espace politique est plus important, il convient de rechercher et d'exploiter les possibilités de renforcer l'engagement de l'Afrique en faveur des idéaux démocratiques, de soutenir les journalistes d'investigation et d'autres chercheurs en exposant l'étendue et les conséquences des influences du Kremlin sur la démocratie, de faire preuve de solidarité avec les démocrates en difficulté et de faire entendre leurs voix et leurs aspirations dans les espaces fermés.

Renforcer les capacités des instances régionales à défendre les normes démocratiques, à faire respecter les conventions existantes et à promouvoir des approches relatives aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités. Les organismes régionaux et sous-régionaux tels que l'UA et la CEDEAO s'enorgueillissent de conventions et de protocoles de longue date sur la démocratie, les droits de l'homme, l'élimination du mercenariat, la lutte contre la corruption et le renforcement de la paix et de la sécurité, qui constituent des points d'entrée pour aborder plusieurs domaines où les influences du Kremlin contribuent à l'érosion de la démocratie. Malgré les difficultés, les organismes régionaux et sous-régionaux continuent de défendre la démocratie, de surveiller les élections et d'assurer la médiation des conflits. Par exemple, rompant avec les pratiques habituelles, la mission d'observation électorale de la SADC pour les élections de 2023 au Zimbabwe a constaté que plusieurs aspects du scrutin n'étaient pas conformes aux normes établies dans les protocoles régionaux. En partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement, l'UA a lancé en 2023 la Facilité africaine de soutien aux transitions inclusives, conçue pour anticiper, répondre et traiter les transitions complexes dans les États membres. Les changements anticonstitutionnels de gouvernement constituent sa première priorité. L'Autorité

intergouvernementale pour le développement (IGAD) de la Corne de l'Afrique a depuis longtemps pour mission d'harmoniser les politiques des États membres en matière de démocratie, de gouvernance et d'élections. En 2023, elle a organisé un atelier réunissant les organes de surveillance des élections des États membres et s'est engagée à mettre en place une plateforme régionale pour renforcer leur collaboration et leur coordination.⁸ Toutefois, les États membres n'ont pas réussi à adopter un protocole déjà négocié sur la démocratie, la gouvernance et les élections afin de doter l'IGAD d'un programme stratégique sur la gouvernance dans l'accomplissement de son mandat.⁹

Suite aux efforts de la CEDEAO pour tenir les putschistes responsables de l'application du protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance en suspendant leurs pays du bloc sous-régional et en les menaçant d'une action militaire, les dirigeants militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont annoncé la création d'une nouvelle Alliance pour la sécurité au Sahel et des plans pour que leurs pays quittent la communauté sous-régionale. La récente scission de la CEDEAO illustre comment les différences d'engagement en faveur de la démocratie au niveau des élites peuvent compliquer les relations intergouvernementales et affaiblir la capacité des organisations régionales à faire respecter les normes et les protocoles relatifs à la démocratie. Les experts et les participants à l'atelier ont noté que les organisations continentales et sous-régionales semblent de plus en plus déconnectées des demandes et des intérêts des citoyens africains. Ils ont souligné la nécessité pour ces organisations de redoubler d'efforts pour rétablir la confiance du public et faire respecter les conventions/protocoles existants en matière de démocratie, tout en contribuant à faire avancer les réponses aux défis émergents sur le continent.

Promouvoir la transparence et l'accès à l'information pour lutter contre l'opacité qui permet à la corruption, aux influences autoritaires étrangères et à d'autres pratiques érosives de se développer, sapant ainsi la confiance dans les institutions publiques. L'accès à des informations transparentes et précises est un élément fondamental des démocraties saines. Il facilite la responsabilisation, permet une participation éclairée des citoyens et rend possible l'exposition et la dissuasion des influences autoritaires. Pour contrer l'opacité que des puissances extérieures comme la Russie exploitent pour asseoir leur influence, plusieurs recommandations font référence à la nécessité d'une transparence accrue dans des domaines tels que les marchés publics, la dette souveraine et les budgets de sécurité. Elles font également référence à la nécessité d'avoir des systèmes judiciaires marqués par l'indépendance et l'intégrité. De telles réformes ne renforcent pas seulement la responsabilité, mais perturbent également les voies par lesquelles les entités étrangères peuvent manipuler les processus démocratiques et les structures de gouvernance à leur avantage.

Les recommandations thématiques

La résilience face aux opérations d'influence informationnelle

⁸ « L'IGAD clôture une table ronde pour les organes de gestion des élections des États membres de l'IGAD sur le partage des expériences et des bonnes pratiques en matière d'élections inclusives et crédibles, » *Autorité intergouvernementale pour le développement*, 9 juin 2023, <https://igad.int/igad-concludes-a-roundtable-workshop-for-igad-member-states-election-management-bodies-embs-on-sharing-of-experiences-and-good-practices-on-inclusive-and-credible-elections/>.

⁹ Faten Agad, "Understanding IGAD Engagement in Governance," *European Centre for Development Policy Management*, March 2017, https://ecdpm.org/download_file/1837/1312.

La cohésion sociale des sociétés multiethniques en Afrique mise en péril par les troubles à l'information. Si le phénomène n'est pas nouveau, sa phase actuelle est particulièrement difficile, compte tenu de l'ampleur de la manipulation, de la facilité de partages des informations, de la multiplicité des techniques adoptées pour y parvenir et de la prolifération des acteurs - individus, acteurs étatiques, gouvernements étrangers et cabinets spécialisés ». ¹⁰ Cette synthèse présente la menace spécifique que la manipulation et l'interférence avec l'information de sources étrangères font peser sur les avancées démocratiques et la résilience en Afrique. Positionner des personnes informées et capables d'évaluer l'information de manière critique constitue une première ligne de défense contre la manipulation de l'information. En conséquence, l'éducation civique et numérique se veut une priorité absolue. Il convient par ailleurs de noter que, malgré les preuves de plus en plus nombreuses de l'efficacité de la « pré-réfutation » puis de la « réfutation » dans la lutte contre la désinformation dans le « Nord global », il existe une faille importante dans les preuves de ce qui fonctionne dans d'autres parties du monde, y compris dans les pays d'Afrique. ¹¹ Les initiatives en cours dans certaines régions d'Afrique comprennent un certain nombre de plates-formes de vérification des faits et des efforts visant à doter les journalistes des compétences nécessaires pour enquêter sur les réseaux d'influence en ligne et les dénoncer. Les mesures qui suivent s'inscrivent dans le prolongement de ces efforts :

L'éducation numérique, l'engagement civique et la sensibilisation du public

- Investir davantage dans la recherche en vue de renforcer les bases de données probantes sur les approches efficaces pour contrer les opérations d'influence informationnelle dans les pays africains.
- Améliorer l'éducation civique et numérique des dirigeants, des personnes d'influence et du grand public, en intégrant ces compétences dans les systèmes éducatifs.
- Mettre en évidence les effets négatifs tangibles de la manipulation de l'information sur le quotidien des populations afin de sensibiliser le public aux risques liés à la participation à des opérations d'influence informationnelle et de leur faire prendre conscience de l'urgence de la situation.
- Élargir les campagnes d'éducation du public sur la validation des informations et promouvoir l'éducation civique pour favoriser la résilience à long terme plutôt que de se contenter de répondre à des campagnes d'influence particulières à court terme.

La vérification des faits, le développement des médias et le journalisme responsable

- Rationaliser et relier les plates-formes de vérification des faits créées dans différents pays par le biais de réseaux nationaux et régionaux afin de renforcer l'impact des efforts existants.
- Mettre davantage l'accent sur la mise au point d'outils de vérification indépendante menée par les citoyens.

¹⁰ Idayat Hassan, "Disinformation is Undermining Democracy in West Africa", *Centre for International Governance Innovation*, July 4, 2022, <https://www.cigionline.org/articles/disinformation-is-undermining-democracy-in-west-africa/>.

¹¹ United States Agency for International Development, "Interventions to Counter Misinformation: Lessons from the Global North and Applications to the Global South," July 2023, [Interventions to Counter Misinformation: Lessons from the Global North and Applications to the Global South](#).

- Doter les journalistes de compétences d'investigation afin de démasquer les opérations secrètes et l'influence étrangère, en soutenant des modèles de médias innovants et éthiques.
- Promouvoir les pratiques journalistiques éthiques et la formation professionnelle, en mettant en avant l'importance des plates-formes médiatiques transparentes et fonctionnant sur la base d'un abonnement.
- Soutenir les efforts des acteurs civiques et des groupes de réflexion pour élaborer des narratifs qui remettent en question les thèmes clés des opérations d'influence informationnelle et qui affirment les valeurs démocratiques d'une manière qui trouve un écho favorable dans différents contextes et auprès de différentes populations.

La réglementation, la transparence et la redevabilité en matière de médias sociaux

- Plaider en faveur d'une modération responsable des contenus des médias sociaux, en exigeant la transparence des opérations sur les plates-formes.
- Dénoncer les réglementations restrictives et promouvoir plutôt des approches de sensibilisation non restrictives, par exemple en renforçant les partenariats visant à sensibiliser le public et à utiliser les mécanismes de dénonciation des contenus, tout en encourageant le partage d'informations entre les gouvernements et les institutions de manière à lutter contre la désinformation.

La gouvernance, les normes juridiques et la coopération internationale

- S'opposer aux réglementations restrictives et promouvoir des approches éducatives et non restrictives de la mésinformation.
- Examiner des approches concrètes de partenariats internationaux pour plaider en faveur de sanctions, de saisies d'avoirs et d'autres actions dans les pays tiers, en particulier lorsque les restrictions limitent les options nationales et en tenant compte également de la nature transnationale des mouvements de ressources illicites.

La résilience face à l'insécurité et aux Sociétés militaires "privées"

Bon nombre des conflits que le Kremlin exploite et exacerbe sont en fin de compte le résultat de problèmes de gouvernance, notamment de dirigeants peu sûrs d'eux-mêmes, arrivés aux affaires grâce à des processus démocratiques corrompus, et l'incapacité des gouvernements à répondre aux revendications populaires qui sous-tendent la montée de l'insécurité et de l'instabilité dans leurs pays. Face à l'évolution rapide de la dynamique géopolitique sur le continent, les régimes africains peuvent obtenir un soutien sécuritaire de la part d'un nombre croissant de concurrents extérieurs, dont certains, à l'instar de la Russie, mettent en œuvre leur assistance sécuritaire par des moyens illicites et opaques qui contribuent à affaiblir la démocratie et à exploiter davantage les problèmes de gouvernance. Paradoxalement, les réponses exagérément axées sur la sécurité telles que celles proposées par le Kremlin et qui ont fait partie des réponses américaines et européennes à l'extrémisme violent exacerbent les mêmes lacunes de gouvernance à l'origine des conflits. A l'avenir, une réponse directe et concurrentielle aux opérations du groupe Wagner - la fourniture alternative d'armes et de dispositifs de sécurité par l'Occident - pourrait également renforcer les régimes rétrogrades, alimenter les conflits et accroître le risque de rivalités géopolitiques en matière de sécurité. Améliorer la gouvernance et aligner les partenariats extérieurs sur les aspirations démocratiques et de développement socio-économique du continent

permettraient de s'attaquer aux causes profondes des mécontentements et des conflits. Une stratégie de résilience démocratique est la meilleure approche pour contrer le groupe Wagner et d'autres sociétés militaires et entreprises de sécurité soutenues par le Kremlin en Afrique.

Les mercenaires et les sociétés militaires

- Prôner une plus grande transparence dans les partenariats de sécurité, en particulier avec les entités militaires étrangères, afin de sauvegarder la souveraineté des États et de faire respecter les normes démocratiques.
- Apporter un soutien aux groupes de réflexion et aux institutions de recherche locales pour la réalisation d'études approfondies sur l'influence et les conséquences des mercenaires et des SMSP, y compris Wagner, afin d'élaborer des réponses politiques efficaces.
- Collaborer avec le Comité de paix et de sécurité de l'UA pour créer et mettre en œuvre des protocoles stricts contre l'utilisation de mercenaires et des sociétés militaires privées par les États membres, en veillant au respect à la fois des conventions historiques et des besoins politiques contemporains.

Le renforcement de la gouvernance et des institutions

- Collaborer avec l'UA et les CER pour mettre au point des mécanismes de détection précoce et de réaction aux changements anticonstitutionnels dans la gouvernance.
- Défendre et faire respecter la limitation des mandats afin d'éviter les dysfonctionnements de la gouvernance et l'érosion de la résilience démocratique.
- Encourager les organismes régionaux tels que la SADC et l'UA à soutenir des processus électoraux équitables et transparents et des efforts de résolution des conflits qui soient inclusifs et sensibles aux revendications locales.

La résilience face aux financements illicites et opaques

Le réseau complexe de financements illicites et opaques impliquant des entreprises de sécurité, des entreprises de défense et des complices soutenus par le Kremlin en Afrique et ailleurs dans le monde prive les populations de pays tels que la RCA, le Mali et le Soudan d'une répartition équitable des ressources naturelles de leur pays tout en contribuant à maintenir au pouvoir, des élites qui n'ont de compte à rendre à personne de leurs actes. Une économie politique kleptocratique à l'échelle du continent, enracinée dans les relations oligarchiques (financières et industrielles) soutenues par le Kremlin avec les partis politiques dominants et les régimes autoritaires, enrichit l'élite tout en exploitant toutes les sociétés : les ressources naturelles et les richesses publiques pillées en Afrique renforcent en fait le fondement du pouvoir du Kremlin. Ces réseaux illicites permettent également au Kremlin d'atténuer l'effet des sanctions, d'accroître le risque de conflit dans les pays d'origine et de transit et d'accabler les populations africaines d'une dette publique élevée contractée par des fonctionnaires individuels et devenus riches.

Les mesures de protection des écosystèmes financiers et politiques

- Réexaminer et amender les cadres réglementaires de manière à couvrir les actifs nouveaux et existants, y compris les crypto-monnaies et l'immobilier, et rendre obligatoire la publication des données dans les secteurs à forte valeur ajoutée.
- Mettre en place des mesures visant à renforcer l'intégrité judiciaire, la transparence de la propriété effective et l'intégrité des procédures de passation des marchés publics.

Les mesures de lutte contre l'exploitation financière et la corruption

- Élargir le soutien et la formation en vue d'aider les journalistes d'investigation à démasquer et à dénoncer les effets néfastes de l'extraction illicite de ressources et des violations des droits de l'homme commises par des entités étrangères.
- Renforcer l'application de la publication des données des financements politiques et mettre en place des mécanismes d'annulation des dettes odieuses, afin d'empêcher l'exploitation financière par des régimes autoritaires.
- Rechercher les moyens de normaliser les sanctions et de mettre en œuvre des pénalités pour non-coopération, y compris des amendes, afin de sanctionner uniformément les violations des normes financières et politiques.

La coopération internationale

- Promouvoir la mise en œuvre d'une norme mondiale d'échange automatique d'informations financières et exiger l'enregistrement de la propriété effective en vue d'améliorer la transparence de la propriété des actifs.
- Plaider en faveur de définitions juridiques unifiées et de normes internationales d'informations financières afin de garantir une application cohérente à travers les frontières et empêcher le transfert des bénéfices et l'évasion fiscale.
- Collaborer avec des partenaires et des organisations internationales en vue de lutter contre les financements illicites, recouvrer les avoirs volés et soutenir les réformes en matière de gouvernance.
- Soutenir l'interdiction des services financiers occultes et imposer des sanctions en cas d'achats de compétences, afin de mettre fin aux échappatoires utilisées pour les évasions fiscales et le blanchiment d'argent.
- Examiner des approches concrètes de partenariats internationaux pour plaider en faveur de sanctions, de saisies d'avoirs et d'autres actions dans les pays tiers, en particulier lorsque les restrictions limitent les options nationales et en tenant compte également de la nature transnationale des mouvements de ressources illicites.

IV. CONCLUSION

Face à la prise de conscience de plus en plus marquée de la manière dont les influences du Kremlin interagissent avec les vulnérabilités nationales pour éroder la démocratie, la société civile africaine est encore à évaluer et à développer une compréhension complète de l'étendue et de la nature du problème ; sur le plan conceptuel, le problème est compris, mais il est plus difficile d'identifier des réponses concrètes. Par conséquent, il n'existe pas encore de base vérifiée de réponses, de meilleures pratiques et d'enseignements tirés de l'expérience quant à ce qui fonctionne pour contrer la Russie et d'autres acteurs non libéraux en Afrique, qui soient sensibles aux contextes politiques et de menace nationaux. Si les défenseurs africains et internationaux de la démocratie en sont encore à rattraper leur retard dans ces domaines, la Russie, elle, adapte rapidement ses opérations sur le continent. Enfin, si le Kremlin fait peser des menaces transnationales, les différences entre les divers pays et sous-régions du continent et les barrières linguistiques limitent le partage des analyses et des enseignements tirés.

Malgré ces difficultés, les documents de discussion, les délibérations et les résultats des ateliers ont constitué une première étape importante dans l'identification de stratégies potentielles pour une plus grande résilience démocratique. Pour tirer parti de ces efforts, les futures initiatives sur des sujets similaires devraient envisager d'examiner :

- La mesure dans laquelle les enseignements tirés d'autres régions sont applicables à l'Afrique et pourraient servir de base à l'apprentissage entre pairs et renforcer la réponse de la société civile africaine ;
- Les conditions dans lesquelles la Russie et ses mandataires ont échoué - Libye, Moldavie, Mozambique et Ukraine - et les leçons à en tirer pour élaborer des stratégies visant à renforcer la résilience démocratique ;
- Les capacités existantes et requises de la société civile africaine pour faire face à la menace du Kremlin ; et
- Les priorités pour renforcer la résilience démocratique et l'élaboration de plans d'assistance ciblés.



NATIONAL
DEMOCRATIC
INSTITUTE
